

Direction des affaires juridiques et institutionnelles

Secrétariat des sections disciplinaires

Paris, le 31 mars 2022

Affaire suivie par Zira SEMSOUM

Mél : DAJ-Secretariat-Disciplinaire@sorbonne-universite.fr

Tél : 01 44 27 39 35

**SECTION DISCIPLINAIRE DU CONSEIL ACADEMIQUE
DE SORBONNE UNIVERSITE COMPETENTE A L'EGARD DES ENSEIGNANTS-CHERCHEURS
ET DES ENSEIGNANTS REUNIE EN FORMATION DE JUGEMENT**

Poursuite contre : Monsieur

L'audition du déféré par la formation de jugement de la section disciplinaire du Conseil académique compétente à l'égard des enseignants-chercheurs et des enseignants de Sorbonne Université a lieu en salle 2402 (23ème étage) de la Tour Zamansky située sur le Campus Pierre et Marie Curie, 4 place Jussieu 75005 Paris, le jeudi 31 mars 2022 à partir de 10 heures.

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu le décret n°84-431 du 6 juin 1984 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences ;

Vu les articles R. 712-9 et suivants du Code de l'éducation ;

Vu l'article L. 952-8 du Code de l'éducation ;

Le quorum requis par l'article R. 712-36 du Code de l'éducation étant atteint ;

Vu la lettre du 21 juin 2021 de Monsieur le Président de l'Université de Picardie Jules Verne, Monsieur Mohammed BENLAHSEN, demandant à Monsieur le Professeur des Universités, Monsieur Thierry LAMARCHE, Président de la section disciplinaire du Conseil académique compétente à l'égard des enseignants-chercheurs et des enseignants, d'engager des poursuites à l'encontre de Monsieur _____ pour comportement inapproprié envers des étudiants, de manquement à ses obligations professionnelles et atteinte à la réputation de l'établissement. Ainsi, par des propos dénigrants envers l'institution et des comportements inappropriés, il aurait usé de son influence, de sa position et de son autorité pour séduire des étudiantes et entretenir des relations plus ou moins consenties, allant jusqu'à l'agression de l'une des étudiantes ;

Vu la demande formée par Monsieur .. _____ le 5 juillet 2021 tendant au dessaisissement de la section disciplinaire du Conseil académique de l'Université de Picardie Jules Verne, normalement compétente pour statuer sur le cas de Monsieur l... _____ ;

Vu la décision n°1692 du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche statuant en matière disciplinaire du 13 octobre 2021, portant sur la demande formée par Monsieur .. _____ le 5 juillet 2021 tendant au dessaisissement de la section disciplinaire du Conseil académique de l'Université de Picardie Jules Verne, renvoyant les poursuites disciplinaires engagées à l'encontre de Monsieur _____ devant la section disciplinaire du Conseil académique de Sorbonne Université ;

Vu l'audition de Monsieur _____ par la commission d'instruction le 18 novembre 2021 ;

Vu la convocation adressée à Monsieur par lettre recommandée avec avis de réception en date du 8 mars 2022 devant la formation de jugement de la section disciplinaire de Sorbonne Université pour la séance du 31 mars 2022 ;

Vu le courrier adressée à Monsieur le Président de l'Université de Picardie Jules Verne, Monsieur Mohammed BENLAHSEN, par lettre recommandée avec avis de réception en date du 8 mars 2022, portant information de la séance de la formation de jugement de la section disciplinaire de Sorbonne Université ;

Le dossier et des rapports d'instruction ayant été tenus à la disposition des parties, de leur conseil et des membres de la section disciplinaire désignés pour statuer sur l'affaire, dix jours francs avant le jour fixé pour la séance ;

Etant présents :

Madame Karine BERTHELOT-GUIET (Présidente de la section disciplinaire),
Monsieur Fabien FAUGERON (Maître de conférences),
Madame Sophie NEVEU (Maîtresse de conférences),
Monsieur Jean-Yves ROTGE (Professeur des Universités-Praticien Hospitalier),

Madame Zira SEMSOUM (secrétaire de séance),

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;
Monsieur I étant présent et accompagné de Maître Pierre DEVAL ;
Monsieur le Président de l'Université de Picardie Jules Verne étant absent et non représenté ;
Après avoir pris connaissance en audience du rapport d'instruction en date du 13 décembre 2021 et du rapport d'instruction complémentaire en date du 16 mars 2022 ;

Après avoir entendu en audience les observations, les explications et les conclusions des parties, le déféré ayant eu la parole en dernier ;

Après que le déféré s'est retiré ;

APRES EN AVOIR DELIBERE

Sur le contexte :

Considérant qu'il est reproché à Monsieur un comportement inapproprié envers des étudiants, un manquement à ses obligations professionnelles et une atteinte à la réputation de l'établissement ; qu'ainsi, par des propos dénigrants envers l'institution et des comportements inappropriés, il aurait usé de son influence, de sa position et de son autorité pour séduire des étudiantes et entretenir des relations plus ou moins consenties, allant jusqu'à l'agression de l'une des étudiantes ;

Sur la prescription de l'action disciplinaire pour les faits ayant eu lieu entre 2011 et 2012 :

Considérant que selon l'article L. 532-2 du code général de la fonction publique, « *Aucune procédure disciplinaire ne peut être engagée au-delà d'un délai de trois ans à compter du jour où l'administration a eu une connaissance effective de la réalité, de la nature et de l'ampleur des faits passibles de sanction* » ; qu'en effet, des témoignages relatant des faits vraisemblablement produits entre 2011 et 2012 ont été portés à la connaissance de l'administration dès 2012 ; que par ailleurs, il ressort des pièces du dossier qu'aucune procédure disciplinaire n'a été engagée à l'encontre de Monsieur au-delà du délai de trois ans à compter du jour où l'université a eu une connaissance effective des faits qui lui sont reprochés ; qu'ainsi les faits vraisemblablement produits entre 2011 et 2012 sont prescrits au sens de l'article susvisé ;

Sur le manquement aux obligations de déontologie :

Considérant qu'en vertu de l'article L.121-1 du code général de la fonction publique, applicable aux enseignants-chercheurs en vertu de l'article 1er du décret n° n°84-431 susvisé, « *l'agent public exerce ses fonctions avec dignité, impartialité, intégrité et probité* » ; en vertu de l'article L. 121-2 du même code : « *Dans*

l'exercice de ses fonctions, l'agent public est tenu à l'obligation de neutralité. L'agent public traite de façon égale toutes les personnes et respecte leur liberté de conscience et leur dignité » ;

Considérant qu'en vertu de l'article L. 530-1 du code général de la fonction publique : « *Toute faute commise par un fonctionnaire dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions l'expose à une sanction disciplinaire sans préjudice, le cas échéant, des peines prévues par la loi pénale* » ;

Considérant qu'est une faute justifiant une sanction celle commise par un enseignant-chercheur n'ayant pas conservé la distance requise à l'égard d'une étudiante ;

Considérant en premier lieu qu'il résulte du témoignage d'une étudiante en première année de licence de droit que dès le mois de mars 2021, le déféré a tenu des propos intimes avec l'étudiante et qu'il a cherché à entrer dans une relation intime de manière fréquente et répétée avec l'étudiante dont l'état fragile psychologiquement lui était connu ; que devant la commission d'instruction, le déféré a admis avoir proposé à l'étudiante, compte tenu de sa situation psychologique et de son isolement, de venir à son domicile ; qu'une série de SMS met en exergue les propos déplacés du déféré envers l'étudiante (à titre d'exemples : « *tu me fais une attestation de pécho* », « *t'as envie de me tenir la main, de dormir contre moi et de me faire des bisous ?* » ; « *tu es sublime* » ; « *chou* » ; « *tu es à moi* » ; « *arrêtes de me chauffer* » ; « *tu viens dimanche passer la soirée et lundi avec moi* ») ; que l'étudiante a confirmé devant la commission d'instruction que le déféré a tenté d'être amical, notamment en se préoccupant de sa santé mentale jusqu'à un comportement déplacé ayant suscité chez elle un profond malaise ;

Considérant en second lieu que le déféré a admis avoir manqué de distance vis-à-vis de l'étudiante par ses échanges et sa proximité avec elle ;

Considérant en troisième lieu, qu'il résulte du témoignage de l'étudiante que cette dernière relate avoir été agressée sexuellement dans sa voiture par le déféré, la scène se serait déroulée au parking Saint-Leu de la ville d'Amiens ; qu'il ressort des éléments du dossier que d'une part, aucun témoin n'était présent durant la scène et d'autre part, aucun enregistrement des caméras vidéos de surveillance du parking n'atteste de manière irréfutable que le déféré est bien entré dans ledit parking en compagnie de l'étudiante ; que par ailleurs, aucun certificat médical n'établit l'agression sexuelle que l'étudiante aurait subi par le déféré ;

Considérant en quatrième lieu qu'il est reproché au déféré d'avoir émis des propos portant atteinte à la réputation de l'établissement dans un ouvrage destiné au public relatant sa carrière de maître de conférences à l'université ; qu'il ressort des éléments du dossier qu'aucune autorité ou personnalité n'était visée dans son ouvrage ; que par ailleurs, des témoins ont eu connaissance de propos tenus par le déféré dénigrant des enseignants durant les cours magistraux ; que faute d'élément probant et corroborant les témoignages, il ne peut être reproché au déféré d'avoir porté atteinte à la réputation de l'établissement ;

Qu'il en résulte que le comportement du déféré constitue un manquement aux obligations déontologiques définies aux articles L. 121-1 et L. 121-2 du code général de la fonction publique, le déféré n'ayant pas respecté les limites de distanciation requises exigées dans les relations d'ordre professionnel établies avec l'étudiante ; qu'en revanche, les faits d'agression sexuelle du déféré envers l'étudiante et les faits d'atteinte à la réputation de l'établissement ne sont pas avérés ;

Qu'il en résulte que certains comportements décrits ci-dessus relèvent du harcèlement sexuel abordé dans la suite ;

Sur les faits qualifiés de harcèlement sexuel :

Considérant qu'il résulte de l'article L. 133-1 du code général de la fonction publique que : « *Aucun agent public ne doit subir les faits : 1° De harcèlement sexuel, constitué par des propos ou comportements à connotation sexuelle répétés qui soit portent atteinte à sa dignité en raison de leur caractère dégradant ou humiliant, soit créent à son encontre une situation intimidante, hostile ou offensante ; 2° Ou assimilés au harcèlement sexuel, consistant en toute forme de pression grave, même non répétée, exercée dans le but réel ou apparent d'obtenir un acte de nature sexuelle, que celui-ci soit recherché au profit de l'auteur des faits ou au profit d'un tiers* » ;

Considérant que des propos, ou des comportements à connotation sexuelle, répétés ou même, lorsqu'ils atteignent un certain degré de gravité, non répétés, tenus dans le cadre ou à l'occasion du service, non désirés par celui ou celle qui en est le destinataire et ayant pour objet ou pour effet soit de porter atteinte à sa dignité, soit, notamment lorsqu'ils sont le fait d'un supérieur hiérarchique ou d'une personne qu'elle pense susceptible

d'avoir une influence sur ses conditions de travail ou le déroulement de sa carrière, de créer à l'encontre de la victime, une situation intimidante, hostile ou offensante sont constitutifs de harcèlement sexuel et, comme tels, passibles d'une sanction disciplinaire ;

Considérant le témoignage de l'étudiante cité ci-dessus ;

Considérant que l'étudiante a exprimé son malaise face au comportement du déféré, notamment par sa volonté de créer une proximité avec elle et par ses propos à connotation sexuelle ; que d'une part, l'étudiante a eu le sentiment d'avoir été manipulée et d'autre part, qu'elle ressent des perturbations psychologiques ;

Considérant qu'il ressort des pièces du dossier que le déféré a été alerté que son comportement mettait mal à l'aise l'étudiante ; que le déféré n'a pas exprimé de regret après avoir causé de la souffrance à l'étudiante ; que les propos et le comportement du déféré ont créé une situation intimidante et perturbante à l'encontre de l'étudiante, ce qui caractérise le harcèlement sexuel selon l'article susvisé ;

Considérant que, dans ces conditions, il résulte de tout ce qui précède que le déféré n'a pas conservé la distance requise exigée dans ses relations avec l'étudiante placée sous son autorité ; qu'il a cherché de manière répétée par ses propos et son comportement la proximité intime de l'étudiante ; que ces agissements et son attitude ne sont pas compatibles avec ses obligations déontologiques et sont constitutifs de harcèlement sexuel ; qu'il convient dès lors de sanctionner ses agissements ;

PAR CES MOTIFS

Statuant au scrutin secret,

DECIDE :

ARTICLE 1er : Monsieur _____ est sanctionné par une interdiction d'exercer toutes fonctions d'enseignement et de recherche au sein de l'université de Picardie Jules Vernes pendant une durée de 6 mois, assortie de la privation de la totalité du traitement.

ARTICLE 2 : Un affichage anonyme de la décision sera effectué dans les locaux de la Faculté de droit de l'Université de Picardie Jules Verne pour une durée de deux mois.

ARTICLE 3 : La présente décision est immédiatement exécutoire nonobstant appel à compter de la notification à Monsieur _____.

ARTICLE 4 : La présente décision sera notifiée à Monsieur _____, à Monsieur le Président de l'Université de Picardie Jules Verne et à Monsieur le Recteur de l'Académie d'Amiens.

La secrétaire



La présidente de la
section disciplinaire


Karine BERTHELOT
